La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

Pan dans le 1000 en 2000 !

Ces deux nombres frappent l'imagination. Mais ce numéro 1000 qui tombe au milieu de l'an 2000 n'est pas vraiment notre millième, mais celui de la série commencée le 1er juin 1945, après la capitulation allemande. Chaque édition ne comportait alors qu'un simple recto-verso. Dans sa première série, entre octobre 1935 et juillet 1939, *La Grande Relève* avait publié 73 numéros avant que la guerre vienne interrompre sa publication. Le dernier, sorti le 27 juillet 1939, s'ouvrait sur un éditorial de Jacques Duboin intitulé : *«Le problème des matières premières est insoluble dans l'économie mercantile»* dans lequel il préconisait la création d'une Organisation Mondiale des Échanges (OME) destinée à gérer la distribution gratuite des excédents de production de l'ensemble des pays de la planète *«sans tenir compte de leur ex-valeur marchande et en ne se préoccupant que des besoins humains»*. Sous l'autorité d'un Parlement général, placé au dessus des gouvernements nationaux, dont Saint-Simon puis Augustin Thierry avaient, dès 1803, suggéré la création, l'OME serait chargée de coordonner les économies de tous les pays en distribuant les matières premières dont chaque pays a besoin pour faire vivre ses ressortissants. *«Un tel organisme*, écrivait Duboin, *ferait disparaître la cause de tous les conflits»*. Et, s'adressant à ses détracteurs, il concluait son éditorial par ces mots : **«Utopie !... Si vous n'avez que cette réponse-là à me faire, je vous rappelle que la route que nous suivons conduit directement à la guerre»**.

Trente sept jours plus tard, la seconde guerre mondiale était déclarée...

Et pour la millième fois depuis, ce journal est publié pour amener l'opinion à évoluer, à chercher comment la société devrait être réorganisée pour que la relève de l'homme par la science, qui nous libére des tâches de routine, soit ***pour tous*** le moyen de s'épanouir. Dans ce numéro comme dans tant d'autres, les méfaits du libéralisme sont dénoncés de deux façons : par des exemples tirés de l'actualité et par l'analyse d'un spécialiste, complétée cette fois d'un schéma issu de nos réflexions communes. Après ce numéro comme après chacun des autres, nous attendons des citoyens conscients qui nous lisent qu'ils participent, dans nos colonnes, à des débats à partir de nos propositions, et qu'en les approfondissant, ils y trouvent la stimulation nécessaire à leur action.

SOMMAIRE

•ACTUALITÉ

1 Pan dans le 1000 en 2000.

3 Chronique de J-P Mon : *La santé n'est pas une marchandise.*

10 Bonne nouvelle pour les trafiquants,

•RÉFLEXIONS

2 Mille fois sur le métier, par A.Prime : *Un témoin de l'après-guerre se souvient.*

4 Éco-distributisme, par J-C Pichot : *Pour cesser d'épuiser la planète, il faut arrêter "la main invisible du marché" : elle ne fait qu'emballer la machine économique.*

12 Mon papa il a dit, par R.Liadéfrite : *Un peu d'humour pour dénoncer une maladie ambiante.*

•THÉORIE

6 Vive le capitalisme ? par J.Gouverneur: *un théoricien explique l'histoire de 50 ans de capitalisme.*

7 La spirale infernale :

8-9 *Un schéma pour montrer les méca nismes de la concurrence et leurs conséquences*

•LECTURES

11 Populisme à pleine louche, H.Muller *Critique du livre "Une étrange dictature" de V. Forrester.*

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES, EN QUATRE PAGES, FIGURE DANS LE N°993.

N° 1000
juin
2000

A l'occasion de ce numéro 1000 — aussi purement symbolique que celui de l'année 2000 — André Prime a souhaité sortir des articles de fond et des analyses et faire une pause en témoignant de sa propre expérience :

Mille fois sur le métier…

par André Prime

Après plus d'un demi siècle d'approfondissement de la pensée de Jacques Duboin, que j'ai eu la chance de connaître vers l'âge de 20 ans, je mesure à quel point cette "clef" m'a été précieuse pour comprendre les problèmes économiques bien sûr, mais aussi tout l'Humanisme (avec un grand H) qui en découle : travail, éducation, art, valeur du temps libre, urbanisme, santé, solidarité, etc… En un mot, le jour et la nuit entre ce que peut engendrer le progrès, un vrai socialisme, et ce que détruit le néolibéralisme que l'on subit aujourd'hui.

Dès la France libérée, du moins pour la plus grande partie, en 1944, nous sommes, avec l'audace - ou l'inconscience - de la jeunesse, partis porter nos idées dans des réunions politiques. Nous avons même fait de petites réunions - 30 à 40 personnes dont des communistes, des socialistes, voire des MRP. J'ai toujours été surpris que l'exposé de nos thèses, complet ou fracturé quand nous *"portions la contradiction"*, n'ait jamais provoqué soit l'ire, soit la risée dans la salle : parler de l'abondance, alors que rareté et marché noir florissaient, pouvait paraître incongru. Et pourtant, nous remplissions alors facilement la salle Wagram, quelquefois la Mutualité; et chaque semaine, dans toute la France, des conférences pour militants et sympathisants, comme celles de la rue Pierre 1er de Serbie, réunissaient quelque 200 personnes, parfois plus. C'est une grande joie pour moi de constater la fidélité à la *Grande Relève* de camarades de cette époque, les Robichon, Palud, Mathieu, Eisler, Labatud, Giat, et tant d'autres.

De nombreux distributistes ont milité ou militent dans des partis politiques ou des associations où ils essaient de faire passer nos analyses ; c'est difficile, bien que le déroulement de l'histoire ait magistralement prouvé, en ces cinquante dernières années, combien Jacques Duboin avait alors raison !

Ce qui nous parait évident devrait l'être pour tous, tant la situation est simple et limpide. C'est à croire que la boutade *"pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué"* n'en est pas une pour la plupart des gens. La force de frappe des médias, qui, à 95 %, propagent l'idéologie néolibérale «moderne» y est sûrement pour quelque chose.

Mais*"Il est de la nature de l'évidence qu'elle passe inaperçue"* écrivait Jean Paulhan. Il faut donc continuer à expliquer.

***

Chacun connaît le proverbe chinois « *Si tu donnes un poisson à quelqu'un qui a faim, il mangera une fois ; si tu lui apprends à pêcher, il mangera tous les jours* ». J'ai toujours été admiratif de cette sagesse chinoise. Elle est encore plus frappante lorsqu'elle s'adresse à l'esprit, car c'est alors toute une philosophie qu'elle exprime. Ainsi : «*Si je te donne un œuf, je ne l'ai plus ; si je te donne une idée, nous l'avons tous les deux.*» Par l'échange, l'esprit s'enrichit.

L'idée, qu'elle soit reçue ou donnée, peut, bien sûr, venir d'une discussion; mais elle peut également venir d'un écrit. C'est la raison d'être de cette publication : la *GR-ED* reçoit des idées par la lecture du courrier de ses lecteurs et de la presse, puis par les échanges entre les membres de son Comité de lecture, et elle en donne à travers les articles qu'elle publie.

Mais il est une suite plus importante encore. Les lecteurs de la *Grande Relève* sont majoritairement des abonnés, informés et d'accord sur l'essentiel. Les idées publiées (et on peut considérer que des chiffres ou des informations sont l'équivalent d'arguments) sont là pour les aider dans les discussions au cours desquelles ils échangent de nouvelles idées, pour l'enrichissement de chacun et le développement de nos propositions.

***

Le néolibéralisme ne sera pas aussi éternel qu'il le prétend car, comme l'a écrit V. Hugo : «*Il n'existe pas de plus grande puissance que celle d'une idée dont le temps est venu.*»

Or aujourd'hui «…*il est possible d'enrichir les pauvres sans appauvrir les riches. La science a créé une solidarité économique qui doit jouer au bénéfice de tous*[1].» Redoublons donc nos efforts pour que cette solidarité prime sur l'égoïsme engendré et porté aux nues par les zélateurs de ce sacré profit financier.

1. J. Duboin, *Libération* 1946.

Bourse et croissance

Dans mon article* *"Plus 51,12 %"*, j'avançais l'idée que la croissance (2 à 3 % et 4 % aux États-Unis) dont on nous rebat les oreilles, était due essentiellement aux prélèvements que la classe moyenne opère sur les rendements de ses placements en Bourse, pour assurer les achats que ne permettent pas les salaires. La confirmation en a été apportée par une analyse de la FED, en ce qui concerne les Américains, peu de temps après.

A.P.

* *GR-ED* N°996, Février 2000.

La santé n'est pas une marchandise !

par Jean-Pierre Mon

Ce slogan des manifestations anti-OMC est toujours d'actualité, mais il faut y ajouter un aspect fondamental qui est la plupart du temps négligé : le problème financier qui lui est attaché. Tant que les États n'auront pas repris en main leur pouvoir régalien de création monétaire, il sera vain de parler de progrès social ou de politique de la santé au bénéfice de tous. Je choisis dans l'actualité récente deux exemples, certes très différents, mais illustrant parfaitement les conséquences de la soumission des gouvernements aux "réalités économiques" telles que les conçoivent le néo-libéralisme et la social-démocratie : la Hongrie et la France.

Hongrie :
pour entrer dans l'Union européenne

De nombreux pays d'Europe centrale veulent intégrer rapidement l'Union européenne. Convaincus par les vertus du libéralisme, ils se sont lancés dans une grande vague de privatisation[1]. Mais à quel prix? L'exemple de la Hongrie est révélateur. Ce pays réalise aujourd'hui des performances remarquables qui le placent en tête des candidats à l'adhésion : 4,5% de croissance annuelle, 7% de chômage. Ce dynamisme est attribué au programme de privatisations engagé dès 1990. C'est la nécessité de réduire le déficit budgétaire qui en aurait été le facteur décisif en incitant l'État à chercher des sources de financement extérieures. Aujourd'hui le processus est pratiquement achevé, et dans de nombreux domaines, comme les télécommunications ou l'énergie, la part du privé dépasse même le niveau qu'elle atteint dans les pays de l'Union européenne. Mais pour l'État, la manne des privatisations est en train de se tarir… et *il faut* continuer à "maîtriser" les finances publiques.

Alors, classiquement, l'État réduit les budgets sociaux et les crédit consacrés à l'enseignement. Les enseignants y sont fort mal payés mais ils forment des cadres et des chercheurs qualifiés que les nombreuses firmes étrangères (qui assurent 60 à 80% des exportations du pays), font travailler avec des rémunérations plus que modestes.

On y observe aussi un taux de mortalité qui augmente constamment : c'est l'un des plus hauts du monde (14,2 pour 1000) et la mortalité des hommes entre 25 et 59 ans y est même plus élevée qu'au Bangladesh. En principe, tout le monde en Hongrie a gratuitement accès à l'ensemble des soins mais le système dit de la "prime de reconnaissance", enveloppe que l'on glisse, discrètement mais obligatoirement, à tout le personnel médical, s'y généralise[2]. Les plus pauvres (25 à 30% de la population) ne peuvent même pas payer les médicaments quotidiens et ne sont soignés qu'une fois hospitalisés. Les soins qu'ils reçoivent dépendent de la capacité financière des hôpitaux qui est en forte diminution pour cause d'équilibre budgétaire de l'État. *«Les malades des milieux modestes arrivent généralement à l'hôpital dans un état grave et ne peuvent continuer leur traitement à leur sortie que si les médecins achètent les médicaments sur leur propres deniers, comme c'est souvent le cas pour les tuberculeux»*[3]

France :
la privatisation rampante
de la santé

En France aussi les "contraintes" budgétaires pèsent sur la santé, bien que le "trou" de la sécurité sociale semble aujourd'hui comblé, grâce (?) à la cure d'austérité mise en œuvre par Martine Aubry. Pourtant, comme le dit le professeur Grimaldi[4] *« c'est à la société de définir les sommes qu'elle veut consacrer à la santé et non aux technocrates de lui imposer les conséquences des "impératifs économiques incontournables"»*. C'est pourquoi il propose une autre politique de la santé, comportant notamment le contrôle de l'efficacité réelle des nouveaux produits pharmaceutiques mis sur le marché, la rationalisation du système de soins et non son rationnement, la redéfinition des modes d'exercices des professionnels de la santé comprennant en particulier la suppression du secteur privé au sein des hôpitaux publics, la revalorisation de la médecine générale en en faisant une spécialité à part entière… Mais ajoute-t-il : *«une telle réforme n'a de chance de réussir que si le budget de la santé est non pas maintenu mais développé. Prétendre réformer "à moyens constants", c'est en réalité préparer la dégradation du système de santé et en premier lieu du servic public. Traiter, par-delà les mots, la santé comme une marchandise, c'est ouvrir la voie à la régulation du coût de la santé par les assurances privées qui se chargeront d'organiser une "gradation" des soins selon des critères de rentabilité et de solvabilité. C'est hélas à terme le scénario le plus vraisemblable : il est patent qu'aucun gouvernement ne se montre capable de résister à la privatisation rampante du service public; il est manifeste que les différents mouvements de grève, tout en réclamant plus de moyens, n'ont pas répondu à la question clé : comment réguler le coût de la santé ?»*

1. Le modèle hongrois, *Le Monde*, 17 mai 2000.
2. C'est une pratique que l'on rencontre aussi en France, mais l'enveloppe est réservée au "grand patron" qui opère !
3. La Hongrie décimée, *Le Monde*, 3 mai 2000.
4. Pour une autre politique de santé, *Le Monde*, 20 avril 2000.

Économie distributive ou éco-distributisme ?

par Jean-Claude Pichot

Pourquoi cette nouvelle formulation? Au moment où je me lance dans cet article, je ne le sais pas vraiment. Encore un barbarisme? Probablement oui; non pour choquer; plutôt pour interpeller. Composée de éco (d'après le grec ancien oikos, maison), et d'un mot familier dont vous connaissez le sens et l'importance, pour moi cette "expression" contient, en condensé, l'essentiel de notre démarche, telle que je la ressens en tant que membre de cette immense famille de 6 milliards d'individus qui habitent une maison commune qui s'appelle Terre. Ses références simultanées à l'économie et à l'écologie sont naturellement bienvenues pour le sujet; tant mieux!

Malgré nos statuts de nantis (je parle de la majorité des habitants des pays dits "développés", qui n'ont jamais eu autant de possibilités et de choix à leur disposition), notre culture, d'origine judéo-chrétienne, nous amène régulièrement à nous pencher sur le cas des "autres", ceux que le système laisse au bord du chemin; et parfois à essayer de les aider. Pourquoi? Autant, probablement, par altruisme (sentiment de culpabilité + charité) que par égoïsme au 2ème degré («Aidons les plus pauvres, cela les empêchera d'envoyer leurs bataillons d'émigrés!»), et même par orgueil (honte à l'esprit humain qui a engendré tant de malheurs!).

Hormis ceux, peu nombreux j'espère, dont le but est encore de gagner le paradis en pratiquant les "bonnes œuvres" (merci au système capitaliste de leur en fournir l'occasion!), nous sommes de plus en plus nombreux à considérer que le principe de fonctionnement actuel du monde (qui n'est plus que celui des affaires) est en cause, et que ce n'est pas par l'aumône que nous serons tous sauvés, même si certaines populations en profitent raisonnablement, mais dans quelles conditions… Régulièrement dé-noncée depuis au moins deux siècles par des voix aussi autorisées et variées que celles de Victor Hugo et de Viviane Forrester, la machine économique, malgré l'impression que peut donner notre "confort", devient folle et dangereuse; non pas tellement à l'intérieur des frontières historiques des pays les plus "performants" (quoique…), mais en considérant dans son ensemble notre maison "Terre", devenue le terrain de manœuvres des puissants de ce monde.

La disparition progressive des frontières n'est pas une nouveauté, tout au moins pour ce qui est de la distribution de la médiocrité. Il y a belle lurette que la pollution a submergé le monde, que son expansion soit naturelle (cas des émanations toxiques transportées par l'atmosphère ou par les eaux) ou conduite par l'homme (utilisation des pays les plus pauvres comme poubelles par les grands producteurs pour leurs déchets les plus toxiques); de même pour le chômage que l'on a exporté en bousculant les économies les plus fragiles, avec tous ses cortèges de misères et de guerres. Et tout cela vient principalement de nos pays, mais aussi des effets pervers de l'argent entre les mains de potentats locaux vénaux et orgueilleusement fous de fausses grandeurs et de puissances éphémères !

Nous avons certainement un peu trop rêvé d'un monde foncièrement beau et gentil en oubliant que l'homme est plutôt égoïste et souvent conduit par des ambitions malsaines. L'altruisme n'est sans doute pas si naturel que nous aimerions le croire; même si nous nous sentons de plus en plus désarmés face à plus de 3 milliards "d'autres" dont le regard nous accuse, faudrait-il donc renoncer à nos valeurs et à nos combats, même s'ils semblent parfoir d'arrière-garde ?

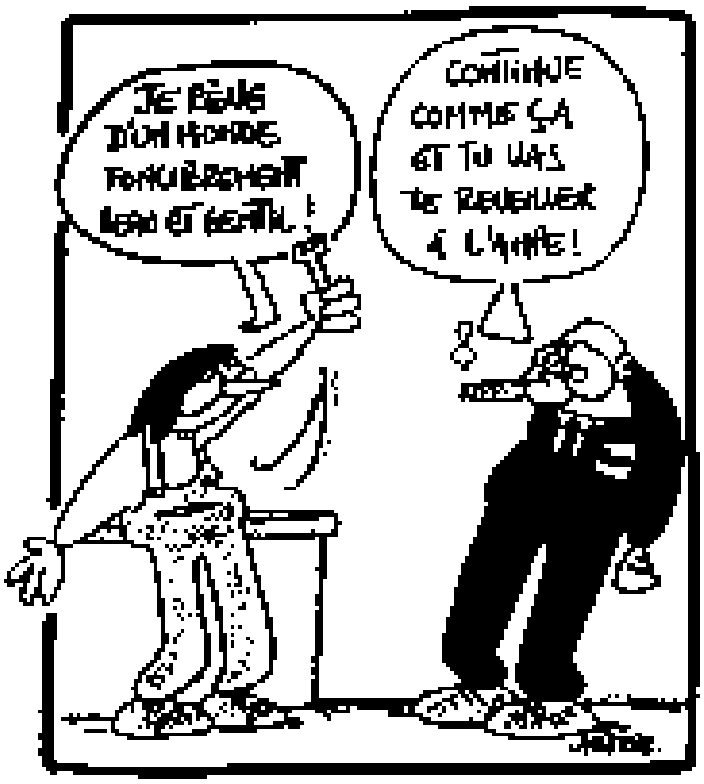
A défaut de réguler le "marché" en l'humanisant, ce qu'elle est bien incapable de faire, la main invisible ne cesse de nous manipuler pour nous persuader que le "système", si régulièrement critiqué et présenté par ses détracteurs comme étant au bord de l'implosion (rappelez vous les sombres prévisions de l980, lorsque le nombres de chômeurs en France menaçait de dépasser la barre du million !), sait régulièrement rebondir. De manière macro-économique, il faut bien reconnaître que la position de 4ème puissance mondiale de notre pays depuis de nombreuses années plaide en faveur de quelque chose qui ressemble à une bonne santé économique. Bien sûr, la répartition de la richesse produite est de plus en plus catastrophique, même si les règles de sa redistribution se veulent démocratiques. Et ce n'est pas le titre de l'Expansion[1] :*«Un futur sans chomage?»* qui peut faire changer d'avis. On a envie de dire:

1. numéro 611 bis, tiré à part de décembre l999

chiche! malgré la brève affirmation qui l'accompagne, sérieuse comme une évidence: Comment la France peut en finir avec le "mal du siècle". À quoi peuvent donc servir nos soi disant experts s'ils se contentent de constater, de temps en temps, que les "choses" vont mieux, tout au moins à leurs yeux, en annonçant que le paradis n'est pas loin ? Pourquoi n'avoir pas sorti plus tôt les recettes qui semblent les satisfaire aujourd'hui ?

Au risque de choquer, j'ai envie de jouer les prophètes de mauvais augure. À l'allure où vont nos affaires, le paradis n'est pas près de s'instituer sur notre terre: les inégalités se creusent, la population s'accroît de manière inquiétante, notamment parmi les trois milliards de grands pauvres, qui étaient moins de deux milliards une génération plus tôt, des maladies qui font des ravages, et, tous ensemble, nous pillons notre planète.

De nombreuses bonnes âmes souhaitent, en bonne conscience, qu'un jour leurs frères démunis arrivent à un niveau de développement, non pas égal (ce serait trop demander!), mais qui ne soit pas trop au-dessous du nôtre: alimentation, énergie, hôpitaux et médicaments, éducation, voitures, équipements ménagers, etc. à la portée du plus grand nombre; et pourquoi pas, aussi, des circuits de tourisme pour groupes désireux de mieux connaître nos pays, avant qu'ils ne soient trop pollués? Attention, diront les plus critiques: l'effet de serre, la couche d'ozone et les résidus de l'énergie d'origine nucléaire, sans compter les autres nuisances liées à nos moyens de production et de déplacement, il ne faudrait pas les oublier! Et je dirai qu'ils ont raison: l'abondance généralisée que permettent désormais nos moyens de production n'est pas la solution de l'avenir! Malgré les progrès attendus, par exemple, en agriculture ou dans le domaine des moteurs pour voitures (dont les rendements pourraient bientôt être doublés avec de moindres pollutions), fournir à tous ceux qui en ont besoin ne serait-ce que le quart de nos moyens de vie conduirait droit dans le mur ! D'où la légitimité des démarches de tous ceux qui veulent des réformes…et même des révolutions.

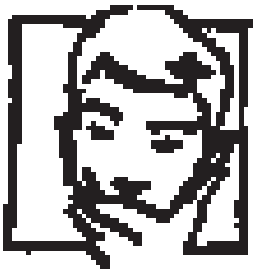


LE DÎNER DE CONS

Dans mon billet d'avril dernier j'exprimais ma rage de voir les députés européens décider à notre place de nos goûts en matière de chocolat. Je ne suis plus seule à me sentir chocolat : une lectrice de La Celle-Saint-Cloud m'a fait part d'une réaction semblable, celle de Christian Constant, relatée par l'Express sur quatre pleines pages en mai. Tant d'intérêt ainsi manifesté tient peut-être au fait qu'il s'agit d'un maître artisan chocolatier que la revue prend plaisir à présenter comme le héraut, que dis-je ?, comme le "José Bové" du chocolat. Mais en notant que les *«fondus du carré noir sont amers»* , en évoquant l'histoire du chocolat depuis les Aztèques qui l'utilisaient comme monnaie jusqu'à Casanova et le marquis de Sade qui en abusèrent, cet article ne manque pas d'humour pour décrire la culture du chocolat, le présenter comme ayant toutes (?) les vertus, au point de vouloir en promouvoir de grands crus, tels des cépages réputés.

L'humour serait-il la meilleure façon de réagir quand on se fait avoir ? La méthode vient d'être employée par "les petits porteurs du trou" d'Eurotunnel, qui ont organisé "un dîner de cons" au cours duquel ils ont élu leur roi, celui d'entre eux qui a été le plus volé, ayant acheté des actions pour encourager un beau projet technique européen, voir ensuite que ces actions perdaient toute valeur au moment précis où ils ont été amenés à les vendre, et cela juste avant que la société aille beaucoup mieux, au point que ses actions se vendent maintenant à bon prix aux grands fonds de pension du monde entier. Leur sens de l'humour ne les a pas empêchés de se sentir grugés par un placement qui s'est transformé en un piège colossal, ni de porter plainte pour délits d'initiés contre des dirigeants de la société qui sont mis en examen. Mais, même avec humour, ils ont pris conscience, dans cette aventure à laquelle 225 banques ont participé et dont 4 sont "dans le collimateur de la justice", qu'un petit actionnaire n'a aucun pouvoir face à un montage financier.

Kily.



Auteur, en 1994, des *Fondements de l'économie capitaliste*[1] Jacques Gouverneur est Professeur d'économie de l'Université Catholique de Louvain. Il a bien voulu nous transmettre l'article suivant pour, en quelques lignes et avec une grande clarté, faire comprendre les conséquences de la logique néo-libérale sur notre société, dans une vue d'ensemble qui couvre un demi-siècle :

Vive le capitalisme ?

par Jacques Gouverneur

Le profit, on le sait, joue un rôle central dans le système capitaliste: on peut le considérer comme l'objectif même que poursuivent les entreprises et les groupes; on doit le considérer au minimum comme la condition nécessaire à leur survie et à leur croissance. Cette contrainte de profit en entraîne une autre: pour se maintenir et se développer, chaque entreprise doit être compétitive par rapport à ses concurrents nationaux et étrangers. Cette exigence simultanée de profit et de compétitivité pousse spontanément les entreprises dans une double voie: d'une part, réduire les coûts de production en introduisant des progrès techniques et en limitant les salaires; d'autre part, faire pression sur l'Etat pour que celui-ci œuvre dans le sens souhaité, à savoir la réduction des coûts salariaux et l'augmentation des profits (via les normes de modération salariale, la réduction des charges sociales et des impôts sur les sociétés, etc.).

Le système capitaliste, fondé sur le profit et la concurrence, présente donc deux tendances spontanées: d'une part, I'introduction de progrès techniques et les gains de productivité qui en résultent; d'autre part, I'adoption de pratiques et de politiques "néo-libérales", visant a réduire les salaires, les dépenses de sécurité sociale, les prélèvements et les dépenses des pouvoirs publics.

Pour contrecarrer cette deuxième tendance spontanée de l'économie capitaliste, il faut qu'existe un rapport de forces relativement favorable aux travailleurs. Ce fut le cas (du moins dans les pays du "centre") pendant la periode 1945-1970: période de hausse des salaires, de développement de la sécurite sociale, d'augmentation des dépenses publiques. Dans un contexte de productivité croissante, les entreprises bénéficiaient à la fois de profits élevés et de débouchés élargis, ce qui stimulait le réinvestissement des profits, la croissance de la production, le développement de l'emploi.

Depuis les années 1980, dans tous les pays, le rapport de forces s'est retourné au détriment des travailleurs, et la tendance spontanée du capitalisme a repris le dessus. Se prévalant des exigences de compétitivité et de rentabilité, les entreprises et les gouvemements de chaque pays font pression sur les salaires et sur l'emploi, sur les dépenses de sécurité sociale, sur les dépenses publiques. Mais on entre alors dans un cercle vicieux général: les politiques restrictives adoptées dans un pays appellent des politiques analogues (éventuellement plus restrictives encore) dans d'autres pays. Ration-nelles au plan micro-économique (chaque pays veut améliorer la compétitivité de "ses" entreprises pour que celles-ci puissent survivre et se développer), les politiques néo-libérales aboutissent ainsi à un résultat macro-économique absolument contraire: la réduction généralisée des salaires et de l'emploi entraine une réduction de la demande globale, donc un freinage de la production globale, de l'emploi et de la consommation, et cela dans l'ensemble des pays. Faute de débouchés suffisants, les entreprises ne réinvestissent qu'une fraction réduite de leurs profits dans des accroissements de production. Le profit global s'investit alors massivement dans des opérations de transferts de propriété, qui ont pris une importance considérable depuis les années 1980: fusions ou absorptions d'entreprises privées; rachat d'entreprises publiques (c'est le phénomène des privatisations); spéculation sur les monnaies et sur les titres (c'est le phénomène de la "bulle financière")[2]. De telles opérations ne font que renforcer le processus de concentration du capital et du pouvoir de décision économique, accentuant ainsi le caractère antidémocratique de l'économie capitaliste.

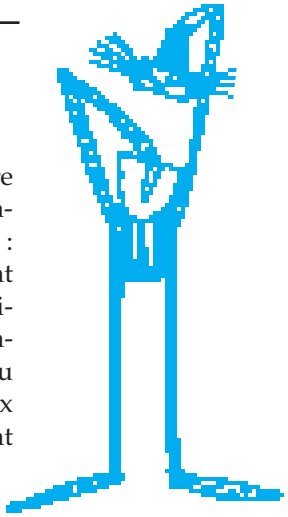
Sur un plan strictement économique — abstraction faite de ce déficit démocratique croissant, abstraction faite de la multiplication des drames sociaux — la perpétuation des politiques néo-libérales accentue le divorce entre la croissance des profits globaux et celle des débouchés globaux. Mais cette absurdité macro-économique peut parfaitement répondre aux intérêts des entreprises et groupes dominants: ceux-ci élargissent leurs propres parts de marché, au détriment de rivaux moins bien placés. D'où la pression exercée par ces intérêts dominants sur les pouvoirs publics (nationaux et supranationaux), afin que ceux-ci poursuivent la mise en œuvre de politiques néo-libérales. Telles sont les conséquences économiques et sociales qu'entraine la logique du système capitaliste, fondé sur la recherche des profits et la concurrence[3].

1. Voir GR N°936, p.9

2. Le développement de la "bulle financière" est généralement considéré comme une cause de la faible croissance de l'économie: attirés par les perspectives de profits spéculatifs, les investisseurs négligeraient délibérement la sphère de la production, moins rentable. A mon avis, le développement de la "bulle financière" est plutôt une conséquence de la faible croissance de l'économie, elle-même due aux politiques néo-libérales: limités par l'étroitesse des débouchés (en raison de la pression sur les salaires et les dépenses publiques), les investisseurs cherchent à valoriser leurs capitaux par d'autres moyens, c'est-à-dire par diverses opérations de transfert de propriété.

3. Pour les propositions de politiques économiques alternatives, voir *Quelles politiques économiques contre la crise et le chômage ?* Documents de travail n° 3, du SPED, 1, Place Montesquieu, B-1348 Louvain-La-Neuve (Belgique). Pour une analyse détaillée du fonctionnement et des grandes tendances du système capitaliste, je me permets de renvoyer à mon demier livre:

La spirale infernale



L'offensive néo-libérale qui s'est manifestée à propos de "l'agenda" élargi proposé dans le cadre du "round du millénaire" qui devait s'ouvrir à Seattle[1], a amené notre groupe local 78Nord de l'association ATTAC à réfléchir sur l'organisation libérale du commerce international telle qu'elle était préparée. Ceci nous a conduits à découvrir (car l'information avait à l'époque fort mal circulé) à la suite de quelles manœuvres avait été créée l'OMC et sur quelles bases étaient fondées la contestation de la mondialisation libérale et les propositions constructives de ses opposants.

Puisqu'il s'agissait d'étudier l'extension de la libéralisation du commerce international, nous nous sommes évidemment demandé quel en était l'enjeu pour l'ensemble de notre société. Et comme cette libéralisation est censée être profitable à tout le monde (économies d'échelle, avantages comparés, etc.) nous avons cherché, en observant les résultats de la libéralisation déjà acquise depuis une dizaine d'années, qui en sont les gagnants, qui en sont les perdants.

Notre étude qui comporte ainsi trois parties : 1) la logique de la concurrence pour les entreprises capitalistes, 2) l'OMC et 3) les propositions d'une autre mondialisation que celle qui est en chantier à Genève, n'a rien, évidemment, d'une thèse sur la mondialisation libérale. Nous n'avons cherché qu'à exposer simplement comment les citoyens que nous sommes perçoivent ces trois aspects quand ils les observent et y réfléchissent. Le document que nous en avons tiré a été conçu pour une présentation publique[1] ouvrant le débat par un exposé d'un peu plus d'une heure, sous la forme d'une série de transparents projetables, agrémentés par des dessins et commentés par un texte d'accompagnement. Notre groupe local 78Nord l'a mis à la disposition de tous les membres d'ATTAC, via internet.

La première partie nous a amenés à réfléchir ensemble sur la logique du fonctionnement de toute entreprise capitaliste obligée de se soumettre à ce qu'on appelle la "loi" de la concurrence sous peine de disparaître. Nous nous sommes donc demandé quels en sont les principes, de quels moyens disposent les entreprises pour les appliquer… et quels sont, de façon générale, les divers aspects des conséquences de ces comportements *"imposés par l'obligation de rester compétitives"*. Cette étude de la dynamique de la concurrence est présentée par une dizaine de transparents dans le document Attac, mais j'ai pensé qu'on pouvait essayer de la présenter également sous la forme d'un seul schéma tel que celui des deux pages qui suivent. Cela donne quelque chose de complexe et donc qui parait embrouillé, à première vue. Il faut prendre du temps pour qu'apparaisse le mouvement qu'entraîne cette logique : les mécanismes, puis leurs conséquences, sont indiqués par des flèches, celles-ci sont imbriquées, mais, globalement, elles orientent l'ensemble de l'économie vers le bas du tableau ou vers sa droite. On comprend ainsi les deux types d'effets de cette dynamique et comment elle creuse de plus en plus l'écart d'une part entre une masse de gens qui en subissent les divers dégâts et quelques salariés, tant qu'ils parviennent à rester très compétitifs, et, d'autre part, entre un petit nombre de grosses entreprises et la masse des plus petites, les premières finissent par prendre le pas sur les secondes, les acheter ou les asservir comme sous-traitantes. Elles font ainsi d'énormes profits, lesquels renforcent encore la mainmise du pouvoir financier sur toute l'économie.

La mondialisation libérale du commerce consiste à supprimer toute entrave à ces mouvements, donc les accélérer.

Cette logique capitaliste est bien une spirale infernale, dont l'outil est l'argent qui arme le pouvoir financier (on voit, page de droite sur le schéma, où se situe le moteur qui relance la machine à chaque tour).

C'est donc cette arme qu'il faut remettre en question. Or elle est entre les mains des investisseurs en ce sens que c'est eux qui détiennent le droit d'ouvrir les crédits (selon leurs propres critères : en tirer profits, rentes et intérêts) ce qui leur permet de favoriser les entreprises ainsi obligées de travailler dans le sens de cette logique : les "zins zins[2]" ont la main sur la pompe qui alimente le moteur.

Comme la plupart de nos lecteurs ont déjà observé et compris ces mécanismes, ce schéma ne leur apprendra rien. Mais un schéma semblable ne pourrait-il pas être imaginé pour expliquer une autre spirale, qui, elle, ne serait pas infernale, et tendrait vers un équilibre entre les hommes, leurs moyens de production, leurs moyens d'épanouissement culturel, social, spirituel, artistique, et leur milieu ?

Dans une spirale non infernale le moteur doit être la satisfaction des besoins humains, de tous les humains, en commençant par les besoins élémentaires, de survie, d'environnement.

Pour que se développe cette autre dynamique, celle de l'économie distributive, il faut donc une monnaie dont le pouvoir de création résulte de la volonté exprimée par les citoyens.

Quel schéma suggérez-vous pour l'illustrer ?

À vous d'inventer!

M-L D.

1. par exemple, celle qui est proposée le **MARDI 6 JUIN À 20 HEURES AU CENTRE 8, 8 RUE DE LA PORTE DE BUC VERSAILLES.**

2. Les investisseurs institutionnels sont constitués des banques, des fonds de pension, des compagnies d'assurances, etc. qui disposent de beaucoup d'argent (qui ne leur appartient pas), ce qui leur permet de décider du choix des investissements.

La dynamique de la concurrence, ses

Toute entreprise capitaliste

le principe

rester com

et elle dispose de deux

réduire ses coûts de production

un choix de modalités :

les moyens

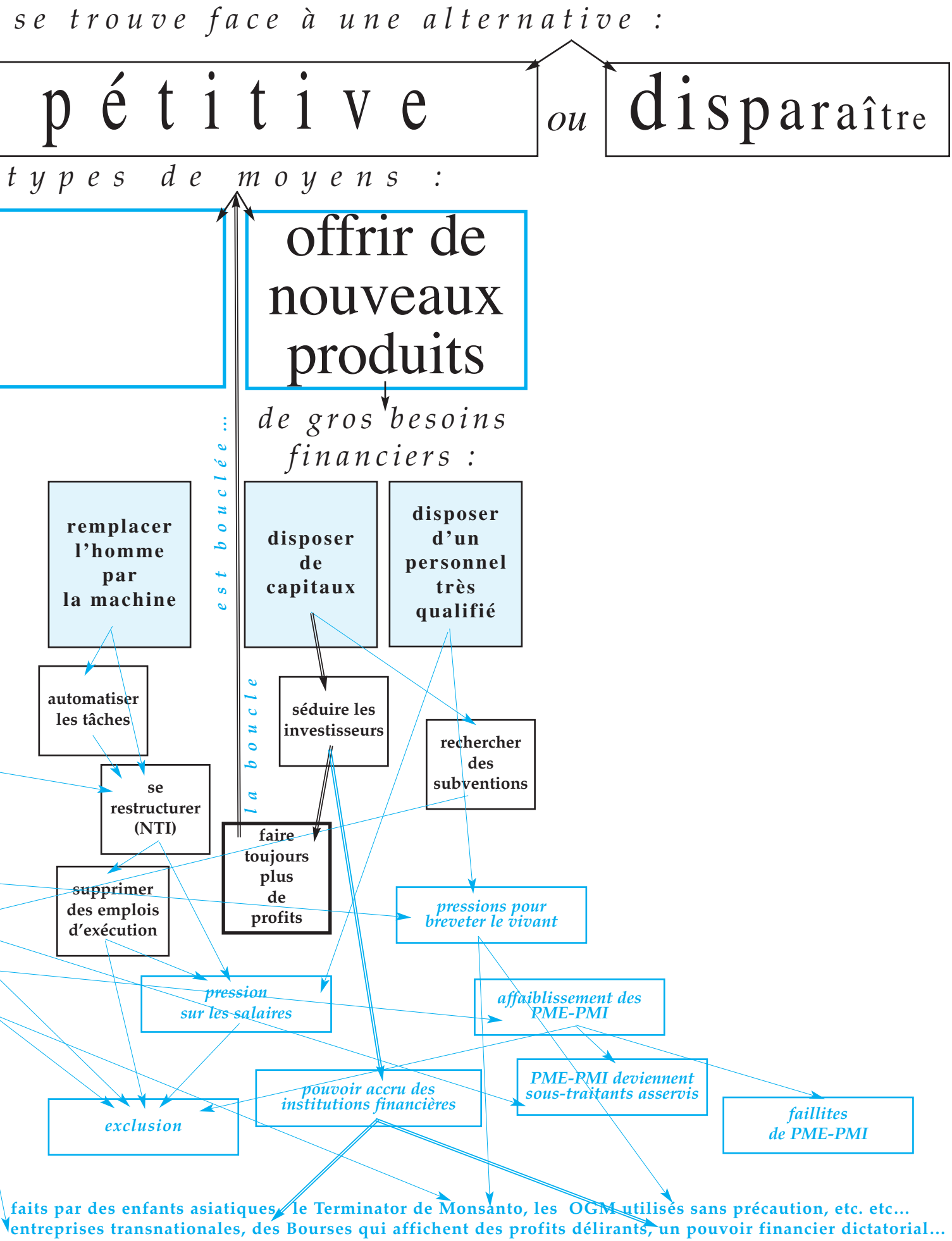
- **modifier ses produits**
  - fabriquer en séries
  - négliger la santé
  - négliger la qualité des services
  - négliger la sécurité
- **élargir son marché**
  - développer sa publicité
  - s'approprier et vendre le patrimoine de l'humanité
- **payer moins de taxes**
  - s'installer où la fiscalité est moindre
  - exporter
- **payer moins de salaires**
  - utiliser des emplois précaires
  - fusionner avec d'autres entreprises
  - délocaliser

et leurs conséquences

- *sacrifice de l'environnement*
- *pressions libérales sur le commerce (OMC)*
- *pression sur les lois sociales*
- *moindre qualité*
- *conditionnement des consommateurs*
- *modes changeantes*
- *menaces contre les services publics*
- *uniformisation des biens vêtements, maisons, meubles, etc*
- *uniformisation des cultures*
- *rareté de l'eau potable*
- *pollutions (air, mer, nappe phréatique)*
- *gâchis*
- vaches folles
- productivisme agricole
- catastrophes écologiques

exemples : l'affaire du sang contaminé, le bœuf engraissé aux hormones, Erika, amiante, les "joggings" Nike mais aussi des "économies" florissantes dans les pays les plus "avancés", quelques gigantesques

PRINCIPES, SES MOYENS ET SES EFFETS :



Nous ne pouvons reproduire chaque mois l'essentiel de nos propositions[1], même résumées. Mais nos lecteurs savent que la monnaie que nous préconisons ne circule pas, elle n'est qu'un pouvoir d'achat, émis et distribué sous le contrôle des citoyens, en proportion des produits offerts à la vente. Voici de quoi faire réfléchir à l'un des avantages de cette monnaie distributive : personnalisée, une telle monnaie rendrait *impossibles* tant l'argent sale et son blanchiment que le commerce de la drogue :

Bonne nouvelle …pour les trafiquants de drogues

par Jean-Pierre Mon

Le tribunal de Paris vient de prononcer la liquidation de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) pour… raisons financières. Association indépendante, sans contrainte politique, l'OGD, fondée il y a 10 ans, fonctionnait uniquement sur des contrats d'études passés avec des institutions publiques. Elle donnait une vision plus objective que celle des deux seuls autres rapports annuels consacrés aux trafics de drogues : celui des Nations unies, rédigé à partir des éléments fournis par les pays membres, et celui du département d'État américain, établi en fonction des intérêts des États-Unis. L'OGD avait inventé le concept de "narco-État" pour désigner les pays dans lesquels l'État est impliqué et/ou utilise le produit du trafic de drogues. Elle avait montré le rôle déterminant de ces trafics dans certains conflits régionaux[2] .

On comprend aisément que sa réelle indépendance d'esprit pouvait gêner certains États. Comme elle le dit en conclusion de son dernier rapport[3] rendu public le 20 avril : *«Il existe probablement aussi, chez un certain nombre de politiques et de fonctionnaires français et européens, la crainte diffuse qu'apporter un soutien trop prononcé à l'OGD, qui prend sans cesse à témoin l'opinion publique, ait un effet boomerang susceptible d'entraver la politique menée envers certains pays, comme la Turquie, le Maroc, …»*

Un rapport accablant

«L'Union européenne est devenue le plus important marché de drogues de la planète»[4]. Malgré les divers plans de lutte et les discours des gouvernements, les production de drogues ont continué d'augmenter dans les grands pays producteurs (l'Afghanistan pour le pavot, la Colombie pour la cocaïne, le Maroc pour le cannabis). Les drogues de synthèses (ectasy, amphétamines, etc.) sont, pour la plus grande part d'entre elles, fabriquées en laboratoire en Europe, notamment aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Espagne. Les pays de l'ex-bloc de l'Est, et tout particulièrement la Russie, se distinguent, eux, par *«l'explosion de la consommation de toutes les drogues.»* L'augmentation considérable de la consommation de "cocktails chimiques" paraît être liée à des malaises sociétaux, comme la marchandisation à outrance du sport, la nécessité de réaliser sans cesse des performances dans le travail ou encore la crainte légitime de le perdre. Enfin l'ouverture croissante des économies et surtout la mondialisation des flux financiers facilitent à la fois les exportations de produits illicites et le blanchiment des capitaux correspondants.

Des établissements financiers du Nord et du Sud profitent du *«laxisme des contrôles dont bénéficient leurs succursales ou filiales dans les régions dites périphériques : Caraïbes, îles anglo-normandes (Jersey, en particulier), Monaco, Liechtenstein et Suisse»*.

Complicités

De nombreuses concessions sont faites aux "narco-États" par les grandes puissances lorsqu'ils constituent *«des clients ou des alliés géopolitiques»*. L'Union européenne semble ainsi ignorer que la Turquie est redevenue le premier producteur d'héroïne en Europe et que les cultures de cannabis ne cessent de s'étendre au Maroc du nouveau roi. Les États-Unis ne sont pas en reste : ils exercent des pressions sur leurs alliés latino-américains pour qu'ils impliquent leurs armées dans la lutte contre le narco-trafic. *«En pratique, cela confère à la lutte antidrogue le caractère d'une législation d'exception dans de nombreuses régions»*, ce qui permet de mieux réprimer les mouvements de libération.

En bref, le rapport montre que le trafic de drogues joue un rôle de plus en plus important dans les domaines économiques, les conflits locaux et la criminalisation de l'état.

D'où le constat amer de l'OGD: *«Depuis qu'en 1961, l'Assemblée des Nations unies a solennellement condamné les cultures traditionnelles de drogues, coca, pavot et cannabis, les surfaces cultivées, le trafic et la consommation n'ont cessé d'augmenter chaque année. Ce qui n'a pas empêché l'ONU, en 1998, d'annoncer la quasi-disparition des cultures illicites… pour 2008…»*

1. Un résumé est publié une fois par an. Voir le dernier dans GR-ED N°993.

2. dès 1991, elle avait dénoncé les trafics d'héroïne qui ont financé l'insurrection albanaise contre la répression serbe au Kosovo.

3. On peut le consulter à l'adresse internet : www.ogd.org

4. *Le Monde*,,` 21 avril 2000.

L'abondance ... des sujets ne nous a pas permis de publier plus tôt l'analyse du dernier livre de Viviane Forrester, que nous avons déjà évoqué dans plusieurs articles. Dans sa critique, Henri Muller ne le ménage pas :

Populisme à pleine louche :

par Henri Muller

Ardent réquisitoire contre l'ultra-libéralisme promulgué "pensée unique" pour une large moitié de la planète, *Une étrange dictature*[1], le livre de Viviane Forrester, s'inscrit dans la longue lignée des ouvrages pareillement contestataires adonnés à un populisme de bon aloi.

Il met en scène les victimes du chômage, les exclus, le monde des "working poors", ces galériens de notre époque, l'une des matières premières du profit. Brassant inlassablement les mille et un sujets de leurs révoltes, poussant les feux de leur colère, ses constats en attisent les flambées. Si chacun ressent ainsi l'écho de ses propres infortunes, d'aucuns, en quête de remèdes contre l'inadmissible, devront rester sur leur faim : *« Face à l'inadmissible, il ne s'agit pas d'avoir trouvé une stratégie susceptible d'en venir à bout, moins encore de dicter un avenir précis, agréé par tous…il ne s'agit pas de tirer des plans sur la comète ni d'improviser des projets… Nous connaissons les mille et une solutions proposées chaque jour, chaque semaine, chaque mois, avec les résultats que l'on sait… La solution ne réside pas dans la proposition d'un autre modèle, d'un kit de remplacement, dans la promesse d'une société toute neuve, toute propre, garantie clés en main. On sait aujourd'hui ce que valent les modèles.»*

Qu'a donc trouvé Viviane Forrester à l'issue de ses dissertations sur la misère du monde ? Écarté a priori, d'un revers de main, le projet monétairement révolutionnaire élaboré par une pléiade "d'utopistes" qu'il s'agit de neutraliser, de soustraire au débat public ! C'est alors l'oracle qui s'exprime : *«Résister, refuser l'horreur économique et, à partir de là, aller de l'avant»*.

Quand on ne sait pas où l'on va, on y part au galop ! Viviane Forrester enfourche son cheval fou. Elle s'élance, bride abattue, en tête des victimes de l'horreur économique, dénonçant le profit comme un mal absolu, clouant au pilori les membres d'un *«club ultra libéral de plus en plus autogène»* utilisant les grands organismes internationaux[2] pour transmettre et faire appliquer leurs diktats. Mais sa chevauchée débouche piteusement dans l'éternel ronron réformiste : aux bien nantis de céder une part de leur gain ; à l'État de changer ses priorités, d'écorner les budgets axés sur les profits privés. Du bricolage fiscal, sans plus, auquel, de tout temps, les lobbies ont su imposer des limites.

Des "modèles", des projets dont elle dénonce la vaine profusion, elle se garde de faire le tri, de sortir du chapeau l'idée, jamais vraiment débattue, d'une révolution monétaire[3], sésame d'un changement radical des comportements, des niveaux et genres de vie, éradiquant le profit, permettant de répartir le travail utile entre tous et, dans l'équité, la production quel qu'en soit le volume, de transformer le chômage en loisirs féconds sans perte de revenus. V. Forrester se borne à un procès sommaire des chercheurs aventurés sur une voie interdite, politiquement neutralisés face au silence des médias.

Virulente critique des fonds de pension, thème de la dignité conférée par l'emploi déboulonné, tir à boulets rouges sur les marchés boursiers, stocks-options, le workfare américain et la compétitivité, V. Forrester use de tous les registres pour séduire ses lecteurs victimes de la rentabilité et de la compétitivité.

En revanche, silence au sujet de l'intolérable dictature des prix à partir desquels se bâtissent les empires du profit, sources d'enrichissement pour les uns, de noire misère pour d'autres.

***

En conclusion, cette rallonge à l"horreur économique" fait office à la fois de fusibles aux révoltes latentes, de soupape rituelle aux explosions de colère des victimes du profit, et de message en somme rassurant quant à l'innocuité des idéologies économiquement révolutionnaires dites détentrices d'un "kit de remplacement" propre à mobiliser les masses et, partant, redouté des ultra libéraux.

Rentrée en grâce auprès des "Trilatéraux", intégrée, consciemment ou non, à leur dispositif stratégique de propagande, V. Forrester aura pu, sans courir de risques en leur disant pis que pendre, s'offrir en holocauste à leur feinte vindicte. Bref, un livre à la fois sincère et équivoque, mais *«Les chiens aboient, la caravane passe»…*

1. *par Viviane Forrester, Ed. Fayard, février 2000.*
2. *la "Trilatérale".*
3. *monnaie de consommation.*

D'une tout autre envergure, voici un ouvrage remarquable que nous analyserons le mois prochain :

Mon papa, il a dit…

Ma maman replia la lettre, les yeux pleins de larmes et dit :

— *C'est Tante Germaine, ma soeur. Tonton Honoré, ça va pas très bien.*

— *Qu'est-ce qu'il a ?* dit mon papa.

— *Depuis qu'il a été nommé directeur de son agence du Crédit Ligotais, il croit que le trou de sa banque, c'est à cause de lui, et il veut rembourser à lui tout seul les 100 milliards,* dit ma maman.

— *Si Tante Germaine elle écrit ça,* dit mon papa, *c'est que c'est sérieux. Il faut oublier nos anciennes querelles et y aller, c'est peut-être ses derniers jours.*

Il faut dire que depuis qu'il avait été nommé directeur, Tonton Honoré ne voulait plus recevoir mon papa et ma maman. Mon papa, qui a les idées larges, il disait souvent :

— *C'est normal, on ne mélange pas les torchons avec les serviettes.*

Bref, le samedi matin, on a fait les cent kilomètres en voiture pour rejoindre Tante Germaine et Tonton Honoré.

Après nous avoir offert une tasse de café, Tante Germaine nous dit :

— *Ça s'est passé lundi soir. Il s'est couché en rentrant de son agence. Il a regardé le plafond et depuis ce temps-là, il ne parle plus.*

— *Vous avez fait venir votre médecin ?* dit ma maman.

— *Bien sûr,* dit Tante Germaine. *Mais il n'a rien-trouvé. Pas de température. Son cœur bat normalement et son pouls est régulier.*

— *Vous avez fait venir un spécialiste ?* dit mon papa.

— *Un spécialiste de quoi ?* dit Tante Germaine. *En fait, on a trouvé mieux que ça. C'est notre conseiller financier qui nous en a donné l'idée. On a décidé de faire venir des "hommes de l'art".*

— *Des hommes de l'art ?* s'écrièrent ensemble mon papa et ma maman.

— *Dans leur genre, oui,* dit Tante Germaine. *D'ailleurs, comme ils ont été appelés d'urgence, ils ne vont pas tarder à arriver. Tenez, on frappe à la porte.*

— *Entrez,* dit Tante Germaine.

On vit apparaître un monsieur d'une cinquantaine d'années, plutôt sûr de lui.

— *Je me présente. Je suis Alain Ming, de la célèbre dynastie des Ming. Dans la famille, nous sommes tous plus intelligents les uns que les autres. On m'a décrit l'état de votre mari. Affection banale : c'est un homme qui ne demande qu'à être rassuré sur les valeurs de la "nouvelle économie". Récitez lui, chaque matin et chaque soir, les noms des entreprises du CAC 40 et du Nasdaq. Dans huit jours, il est sur pied.*

Rassurée, Tante Germaine retrouva le sourire. Il venait à peine de sortir qu'un autre "homme de l'art" entra.

— *Je suis Jean-Claude Tréchet, le futur grand patron de la défunte Europe. Dans les milieux autorisés, on se souvient de ma célèbre apostrophe : «Dehors Delors.»*

Blême, le costume trois pièces, le regard glacial, il en imposait à tout le monde. La classe, quoi !

— *Il a tréché ?* se risqua ma petite sœur qui avait retenu son nom.

— *Mais non,* dit maman, *il n'a pas tréché. Un homme comme cela, ça ne trèche pas, voyons.*

Et Jean-Claude Tréchet reprit en s'adressant à Tante Germaine :

— *Que votre mari oublie pour un temps le Crédit Ligotais. On en parle trop en ce moment. Ce n'est pas bon. Lisez-lui tous les matins et tous les soirs la liste de toutes les monnaies européennes avec le cours du jour. Ça devrait le distraire tout en l'éduquant et hâter la guérison.*

Sur ces paroles, il sortit, fier de la potion qu'il venait d'administrer. Il se heurta à un autre homme de l'art, fort comme un turc celui-là.

— *Je suis Guy Haspouëtte, votre nouveau ministre.*

— *Pourquoi il est tout vert ?* dit ma petite sœur.

— *C'est sa couleur,* dit ma maman. *Mais tu vois, sa chemise est rose et ses yeux sont noirs.*

Guy Haspouëtte entra dans la chambre et en ressortit presque aussitôt, les bras tendus à l'horizontale, comme Jésus Christ sur sa croix.

— *Donnez-moi la main,* dit-il à Tante Germaine. *Donnons-nous la main,* ajouta-t-il en s'adressant à nous tous, *et formons une ronde..*

— *Qu'elle était verte ma vallée…* se mit à chanter ma petite sœur.

— *Chut,* dit ma maman. *Ecoute Monsieur Haspouëtte..*

— *Voilà,* dit celui-ci. *Quand je serai parti, vous irez dans la chambre. Vous formerez une ronde comme ceci. Et tout en tournant — de la droite vers la gauche bien entendu — vous prononcerez ces paroles en regardant vers le ciel : «Associez-vous, associez-vous, mes frères. Soyez solidaires et le reste vous sera donné par surcroît.»*

Sur ces mots, il saisit son imperméable qu'il avait failli oublier, et il sortit.

— *Je l'aime bien, Monsieur Haspouëtte,* que je dis à ma maman, *il est solide…*

— *Oui,* répliqua ma maman, *il est solide, mais en plus il est solidaire, c'est rare.*

Encore une fois, j'avais perdu une occasion de me taire.

Puis ma maman ajouta… mais elle n'eut pas le temps de parler. Entra un grand monsieur, le front large, l'œil vif derrière ses lunettes à fine monture.

— *C'est Jacques Attila,* m'écriai-je, *c'est lui, je l'ai déjà vu à la Télé, c'est un mec super. Il balaie tout sur son passage.*

— *Pas besoin d'aller voir le malade,* dit Jacques Attila. *Je connais son cas.*

Puis il se mit à parler à toute vitesse.

— *Enfin, un homme de l'art intelligent,* glissai-je à l'oreille de mon papa.

— *Oui, je connais son cas. A quitté le XXe siècle avec des idées du XIXème… Sédentaire… Aucune chance d'en réchapper.*

Tante Germaine fondit en larmes.

— *Une solution cependant. Une seule. Qu'il devienne hypernomade et qu'il parcoure le monde, l'Afrique pour commencer. Mais attention ! Qu'il emporte avec lui le matériel le plus sophistiqué qui soit : une calculette pour effacer sur son passage les dettes du Tiers-Monde et du Crédit Ligotais réunis, une batterie de recharge car il y a du travail, un micro-cravate pour capter les soupirs des agonisants, et des lunettes opaques à double foyer pour ne pas voir la pauvreté.*

Sur ce, il enfourcha sa trottinette et disparut dans le cyberespace. La poussière due à son départ était à peine dissipée qu'apparut dans l'encadrement de la porte un petit bonhomme de l'art tout frisé.

— *Il est marrant,* dit ma petite sœur.

— *Mais c'est Guy Azar !* s'écrie mon papa, *le conseiller économique de mon patron d'Auchou.*

Guy Azar se montra tout de suite gentil et rassurant.

— *Ce n'est rien,* dit-il, *c'est une maladie courante qui s'est surtout développée à la fin du XXe siècle. Mais je puis vous certifier qu'elle est en voie de disparition. Votre mari,* dit-il en s'adressant à Tante Germaine, *a connu deux cycles pertubateurs coup sur coup : les Trente Glorieuses, puis les Trente Chômeuses. Mais c'est fini. L'économie connaît désormais une progression souple et continue. C'est la fin du chômage. C'est le début d'une ère de prospérité sans précédent. Mon remède est simple. Sur une grande feuille de papier Canson, dessinez des petits lapins les uns derrière les autres, vous en dessinez 48, pas un de moins, pas un de plus. Le premier jour, vous lui en montrez 6, le deuxième , 12, le troisième 24 et le quatrième 48. Et le cinquième, vous lui expliquez que la croissance est multiplicatrice et que tout va s'arranger.*

Là-dessus, il sortit en trottinant, sa serviette sous le bras.

Soudain, un coup de tonnerre retentit, un nuage de fumée envahit la pièce et l'on vit apparaître un petit bonhomme, chauve, costume trois pièces, noeud papillon à pois, l'œil malicieux, la démarche bondissante.

— *Je suis Jacques Duboin,* dit-il.

— *Qui c'est ?* dit ma petite sœur.

— *Ne cherchez pas. Mon nom est inconnu. Ma fille dit que je suis le plus grand économiste du XXe siècle, mais j'en doute : on ne m'a pas consacré dix lignes dans le Larousse en dix volumes et mon nom n'apparaît même pas dans le gros catalogue de l'exposition "Utopies" à la Bibliothèque Nationale. Si je dis que je suis l'un des grands utopistes du XXe siècle, on ne me prend pas au sérieux. Et si je dis que je suis plus sérieux qu'on ne croit, on me traite d'utopiste. Puis-je voir le malade ?*

— *Bien sûr,* dit Tante Germaine.

Et tout le monde entra dans la chambre à la ● ● ●

● ● ● suite de Jacques Duboin. Celui-ci s'assit près du lit et interrogea Tonton Honoré, après que Tante Germaine eut raconté à Jacques Duboin ce qui s'était passé depuis notre arrivée; les noms des hommes de l'art qui s'étaient successivement présentés et les remèdes qu'ils avaient prescrits.

— *Ce sont tous des ignorants,* dit Jacques Duboin en s'adressant à Tonton Honoré. *C'est du profit que vous êtes malade.*

— *Du profit ?* balbutia Tonton Honoré.

— *Oui, du profit. Que voyez-vous?*

—*Toute la journée, je vois danser des chèques bancaires devant les yeux. J'essaie d'en attraper le plus possible et je les entasse au fond de ma poche.*

— *Justement. Le profit.*

— *Chaque matin, je vends mes actions Crédit Ligotais à Monsieur Tréchet, au double de leur valeur.*

— *Le profit.*

— *A la fin de la journée, Monsieur Antoine-Ernest Poivrière s'agenouille devant moi et me supplie d'accepter les stocks-options qu'il n'a pas déclarées.*

— *Le profit.*

— *Et plusieurs fois par jour, je me retrouve à Wall Street et je suis assailli par les Golden Boys qui veulent prendre mes euros en échange de leurs dollars.*

— *Le profit, vous dis-je. Cet échange contre nature de vos euros contre des dollars prouve que vous venez d'entrer dans une phase aigüe de la maladie. Que vous a promis le grand patron du Crédit Ligotais pour vous guérir ?*

— *Des actions Microsoft en petites coupures.*

— *Ignorant.*

— *Du cash-flow en comprimés.*

— *Ignorant.*

— *De l'épargne salariale en salade.*

— *Ignorant.*

— *Une double retraite par capitalisation.*

— *Ignorant.*

— *La retraite à 85 ans.*

— *Ignorant.*

— *Une adhésion au Medef renouvelable pendant dix ans.*

— *Ignorantus, ignoranta, ignorantum. Il faut lire mes ouvrages, tous mes ouvrages : il y en a une vingtaine.*

— *Et je serai guéri ?*

— *Non, mais ne vous ne mourrez pas idiot.*

Sur ces dernières paroles, Jacques Duboin disparut comme il était entré, dans un nuage de fumée.

Des anges partirent à sa suite en chantant :

Eradiquons, éradiquons le profit,
il empoisonne et détruit nos vies.
Louons, louons le dernier des dieux,
il mérite le royaume des cieux.

Raoul Liadéfrite

SOUSCRIPTION PERMANENTe

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Labesse 500 - F. Patino 120 - Mme Prothery 340 - Mme Rivet 70 - A. Schneider 300 - G. Beaux 70 - P. Béné 400 - C. Beun 90 - R. Poulin 70 - J. Richard 200 - F. L'Hote 70 - J. Le Cor 70 - Mme Eckert 50 - R. Dreux 40.

Total 2.390 F.

Merci à tous !

Cette souscription, qui nous a permis jusqu'ici de maintenir le tarif du journal, malgré les augmentations dont celles, systématiques, des tarifs postaux, sert aussi à assurer le service gratuit à ceux des lecteurs qui, bien qu'intéressés, n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Voici une pétition que nous vous invitons à signer et faire signer, puis à envoyer au journal qui transmettra à Attac.

PÉTITION À L'INITIATIVE D'ATTAC, DE LA CCC-OMC ET DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Pour le contrôle citoyen de l'organisation mondiale du commerce (OMC)

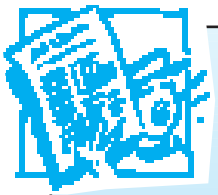
Nous soussignés, ayant constaté :

- que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) agit dans l'opacité, hors de portée de toute instance de contrôle;
- que les "groupes spéciaux" de son Organe de règlement des différends (ORD) rendent des jugements, autorisent des sanctions et établissent une jurisprudence ne tenant aucun compte de la santé publique, de l'environnement, des droits de la personne humaine ou du travail;
- que l'OMC, en voulant traiter les produits de l'agriculture comme n'importe quelle marchandise, risque de compromettre gravement la sécurité alimentaire des peuples;
- que cette organisation met la liberté de commercer des entreprises transnationales au-dessus de toutes les valeurs humaines y compris l'éducation, l'environnement, la culture et la liberté elle-même;
- qu'en déclarant les normes, règlements et lois "barrières au commerce" elle compromet gravement la capacité des gouvernements à protéger leurs citoyens;
- que le principe de "traitements spéciaux et différenciés" dont devraient bénéficier les pays en développement, en particulier en matière de délais d'application, n'est pas respecté;

Nous demandons à nos représentants aux Parlements nationaux et au Parlement européen, à nos gouvernements, à la Commission européenne et à l'OMC elle-même de faire en sorte :

- que les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, des transports, de la communication, et plus généralement des services publics d'intérêt général, soient définitivement hors champ de l'OMC et ne fassent l'objet d'aucune négociation;
- que la sécurité alimentaire des peuples soit garantie et les agricultures paysannes protégées;
- que les "groupes spéciaux" siègent en public et admettent des documents et arguments émanant de la société civile;
- que le droit qui les régit soit subordonné en toute circonstance au droit international reconnu: Déclaration universelle de 1948 des droits de l'homme et protocole de 1966, accords multilatéraux sur l'environnement (AME), conventions de base de l'OIT, ... ;
- que la brevetabilité du vivant soit interdite, que les ressources génétiques soient déclarées bien commun inaliénable de l'humanité et que les accords de l'OMC respectent strictement la biodiversité;
- que l'eau soit considérée comme bien commun de l'humanité et soustraite aux logiques marchandes;
- que chaque pays ait le droit de produire et de distribuer sur son territoire les médicaments de base, en particulier ceux susceptibles d'enrayer des épidémies telles que le SIDA, le paludisme et la tuberculose;
- qu'un moratoire sur toutes les négociations en cours ou programmées soit déclaré, tant que les premières mesures évoquées ci-dessus n'auront pas été acceptées, et qu'un bilan complet du système GATT/OMC soit effectué.

Nom	Prénom	Profession	Signature



SUGGESTIONS DE LECTURES :

• **KOU, L'AHURI** ou
LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.
Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (110 F, franco.)

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

• quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple :
N°972 **LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?**
N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**
N°989 **RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION**,
N°992 **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE** (OMC).

on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

Abonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible".

Ensemble, tirons-en parti :
• demandez à des distributeurs de presse de mettre *La GR-ED* bien en évidence (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela).
• Envoyez-nous les adresses de ceux qui acceptent
• ET NOUS RECOMMANDERONS À TOUS NOS LECTEURS DE LEUR APPORTER LEUR CLIENTÈLE.

Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse… qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E
par avion, nous consulter			

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP **N°13 402 39 M Paris**
ou par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 Le Vésinet Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liègeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

•

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction :les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER
Impression : ARTIS **Diffusion** : par les NMPP
Commission paritaire N° 57434 **ISSN:** 0398-2076

•

Adresse postale BP 10 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*,: 01 30 71 58 04
Fax :01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http: //perso.wanadoo.fr/grande.releve/